ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 5 août 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à l'école des administrateurs militaires", a donné le 18 août 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vacantiekamer, de 5e augustus 1982 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de school der militaire administrateurs", heeft de 18e augustus 1982 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Les alinéas ler à 4 du préambule doivent être omis. Le projet d'arrêté ministériel exécute, en effet, le projet d'arrêté royal examiné par le Conseil d'Etat sous le n° L. 14.917/2/V. Celui-ci est dès lors son seul fondement.

DISPOSITIF.

Article ler.

Cette disposition devrait débuter en ces termes :

"L'école des administrateurs militaires, ci-après dénommée "L'école" ...".

Par conséquent, l'économie des mots "des administrateurs militaires" pourrait être faite dans les articles qui suivent, là où l'expression est utilisée.

Article 2.

En ce qui concerne l'emploi de l'expression "sur proposition", le présent projet appelle la même observation que celle qui a été faite dans le projet d'arrêté royal examiné par le Conseil d'Etat sous le n° L. 14.917/2/V.

A la fin du paragraphe ler, il y aurait lieu d'écrire : " ... qui émet un avis" au lieu de "qui peut émettre ses avis".

+

Au chapitre II, le terme d' "admission" serait préférable au terme de "recrutement" pour désigner la manière dont les candidats seront autorisés à suivre les cours.

L'observation vaut pour l'ensemble du chapitre et notamment aussi pour le verbe "recruter", là où il est utilisé.

Article 5.

Le 1° devrait être rédigé comme suit :

"1° sous réserve de l'article 16 de l'arrêté royal du ... relatif à l'école des administrateurs militaires, avoir, au 31 décembre de l'année au cours de laquelle le concours a lieu, une ancienneté pour l'avancement dans le cadre des officiers de carrière, déterminée par le chef d'état-major général sur proposition du chef d'état-major de la force concernée ou du chef du service médical, ou par le commandant de la gendarmerie pour ce qui concerne les candidats de la gendarmerie;".

Le 5° fait double emploi avec l'article 11, § 1er, du projet d'arrêté royal examiné par le Conseil d'Etat sous le n° L. 14.917/2/V. Il doit, par conséquent, être omis.

Article 6.

Au paragraphe 1er, les mots "dont question" doivent être remplacés par le mot "visées".

.../...

Au même paragraphe, il convient de remplacer le mot "présentées" par le mot "soumis". Cette observation vaut également pour le paragraphe 2.

Article 7.

A l'alinéa 2 du paragraphe 2, les mots "quant à lui" sont superflus et ils doivent être omis.

Article 8.

A la huitième ligne, il y a lieu d'écrire : " ... au cours d'une session ultérieure ...".

Article 9.

A l'alinéa 2, le mot "usuelles" devrait être remplacé par les mots "d'usage" dans le texte français.

Article 10.

L'alinéa 2 du 2° devrait être complété par les mots "selon les mêmes règles".

Article 11.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit

.../...

"Article 11.-

Le président du jury veille au bon fonctionnement de celui-ci, à l'élaboration des questions, au déroulement régulier des épreuves, ainsi qu'aux opérations d'appréciation et de classement des candidats".

Article 12.

Au 1°, il conviendrait d'écrire :

"1° deux épreuves écrites, à savoir :".

Au a., il y a lieu de supprimer le mot "première".

Au b., il y a lieu de supprimer le mot "deuxième".

Il est suggéré de supprimer également la dernière phrase de l'alinéa ler du b.

Article 14.

Le paragraphe ler serait mieux rédigé comme suit :

"§ ler. Ont réussi les candidats qui ont obtenu pour l'épreuve orale et pour l'ensemble du concours cinquante pour cent des points.

Aux candidats qui ont réussi le concours, le président du jury communique s'ils sont classés ou non en ordre utile pour être admis à l'école. Aux candidats qui ont échoué, il communique si un deuxième concours d'admission à la même session sera organisé et, dans ce cas, à quelles dates".

Le paragraphe 2 devrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Le président du jury communique au chef d'état-major général et au commandant de la gendarmerie le nom de ceux des candidats qui, en raison d'un cas de force majeure, n'ont pu participer au premier concours d'admission et les motifs de leur empêchement. Après examen de ces motifs, les autorités précitées décident si les candidats sont autorisés à participer à un deuxième concours d'admission pour la même session. Cette décision est communiquée aux candidats par le président du jury".

Au paragraphe 3, il conviendrait de placer une virgule après le mot "d'admission" et de supprimer le mot "et" qui la suit immédiatement.

Article 15.

A la fin du paragraphe 2, il faudrait écrire : " ... ou sur les autres branches du droit peut être proposé pour le retrait de la qualité d'élève" au lieu de " ... ou sur le droit peut être proposé pour être retiré de l'école".

Article 16.

Les 1°, 2° et 3° du paragraphe 1er devraient être rédigés de la manière suivante :

"1° un président et un président suppléant, officiers supérieurs administrateurs militaires, désignés par le chef d'état-major général sur proposition du commandant de l'école;

2° le commandant de l'école ou son délégué;

3° un membre et un membre suppléant, appartenant à chaque force ou au service médical, dans la mesure où ils ont des élèves dans la session considérée. Ces officiers doivent être porteurs du brevet d'administrateur militaire. Ils sont désignés par le chef d'état-major de la force concernée ou par le chef du service médical".

Le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Le président du jury peut inviter des professeurs de l'école en vue d'assister le jury avec voix consultative".

Au paragraphe 3, il conviendrait de remplacer le mot "représentant" par le mot "délégué" et le mot "compétence" par le mot "voix".

Par ailleurs, il serait plus logique d'intervertir les paragraphes 2 et 3.

Article 17.

Les mots "que les élèves sont tenus de remettre" sont superflus et doivent être omis.

Article 18.

Le paragraphe 1er devrait être libellé comme suit :

.../...

"§ ler. Les épreuves finales visées à l'article 21 de l'arrêté royal du ... sont orales".

Au 2° du paragraphe 2, il y a lieu d'écrire :

"2° pour les autres branches du droit : 40 pour cent;".

Au paragraphe 3, il convient d'écrire :

"§ 3. N'a pas réussi pour l'ensemble des cours donnés à l'école, l'élève qui n'a pas obtenu au moins soixante pour cent des points, soit pour l'ensemble des cours de droit budgétaire et des marchés publics, soit pour l'ensemble des autres branches du droit".

AANHEF.

De leden 1 tot 4 van de aanhef moeten vervallen. Het ontwerp-ministerieel besluit strekt immers tot uitvoering van het door de Raad van State onder nr L. 14.917/2/V onderzochte ontwerp-koninklijk besluit. Alleen daarin vindt het dus zijn rechtsgrond.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Deze bepaling zou als volgt moeten beginnen :

"De school der militaire administrateurs, hierna "de school" genoemd, ...".

Zo kunnen de woorden "der militaire administrateurs" achterwege blijven in de volgende artikelen waarin ze voorkomen.

Artikel 2.

In verband met het gebruik van de woorden "op voorstel" is bij het onderhavige ontwerp dezelfde opmerking te maken als gemaakt is bij het ontwerp-koninklijk besluit dat door de Raad van State onderzocht is onder nr L. 14.917/2/V.

Aan het slot van paragraaf 1 schrijve men "die ter zake advies uitbrengt" in plaats van "die ter zake een adviserende bevoegdheid heeft".

+

In hoofdstuk II verdient de term "toelating" de voorkeur boven "werving" ter aanduiding van de wijze waarop de kandidaten gelegenheid krijgen tot het volgen van de cursussen.

Deze opmerking geldt voor het gehele hoofdstuk en mede voor de plaatsen waar het werkwoord "aanwerven" is gebruikt.

Artikel 5.

De tekst onder 1° zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"1° onder voorbehoud van artikel 16 van het koninklijk besluit van ... betreffende de school der militaire administrateurs, op 31 december van het jaar waarin het vergelijkend examen plaatsheeft een anciënniteit voor de bevordering in het kader der beroepsofficieren hebben die wordt bepaald door de chef van de generale staf op voorstel van de stafchef van het betrokken krijgsmachtdeel of van de chef van de medische dienst, dan wel door de commandant van de rijkswacht, wat de kandidaten van de rijkswacht betreft;".

De tekst onder 5° is een nodeloze herhaling van artikel 11, § 1, van het ontwerp-koninklijk besluit dat door de Raad van State onderzocht is onder nr L. 14.917/2/V. Hij moet dan ook vervallen.

.../...

Artikel 6.

In paragraaf 1 moeten de woorden "waarvan sprake" worden vervangen door het woord "bedoeld".

In dezelfde paragraaf vervange men in fine het woord "voorgesteld" door "voorgelegd". Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2.

Artikel 7.

In de Franse tekst van het tweede lid van paragraaf 2 moeten de woorden "quant à lui" als overbodig vervallen.

Artikel 8.

Aan het slot van het artikel schrijve men : "... vragen om deze tijdens een volgende sessie te mogen voortzetten".

Artikel 9.

In de Franse tekst van het tweede lid vervange men het woord "usuelles" door de woorden "d'usage".

Artikel 10.

Het tweede lid van de tekst onder 2° leze men als volgt :

"Volgens dezelfde regels worden een plaatsvervangend voorzitter en twee plaatsvervangende leden aangewezen".

Artikel 11.

Deze bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 11.-
De voorzitter van de examencommissie zorgt voor de goede werking van de commissie, voor het opstellen van de vragen, voor het regelmatig verloop van de examens en voor de verrichtingen in verband met de beoordeling en de rangschikking van de kandidaten".

Artikel 12.

In de tekst onder 1° zou moeten worden gelezen :

"1° twee schriftelijke examengedeelten, namelijk :".

In de tekst onder a., dient het woord "eerste" te vervallen.

In de tekst onder b., schrappe men het woord "tweede". Voorgesteld wordt ook de laatste volzin van het eerste lid van b. te schrappen.

Artikel 14.

Paragraaf 1 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Geslaagd zijn de kandidaten die voor het mondeling gedeelte en voor het gehele vergelijkend examen vijftig percent van de punten hebben behaald.

Aan de voor het vergelijkend examen geslaagde kandidaten deelt de voorzitter van de examencommissie mede of zij al dan niet batig gerangschikt zijn om tot de school toegelaten te worden. Aan de niet geslaagde kandidaten deelt hij mede of een tweede vergelijkend examen voor toelating tot dezelfde sessie zal worden georganiseerd en, zo ja, op welke data".

Paragraaf 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. De voorzitter van de examencommissie deelt aan de chef van de generale staf en aan de commandant van de rijkswacht de naam mede van de kandidaten die, wegens overmacht, niet hebben kunnen deelnemen aan het eerste vergelijkend toelatingsexamen, alsmede de redenen van hun verhindering. Na onderzoek van die redenen beslissen de genoemde autoriteiten of de kandidaten mogen deelnemen aan een tweede vergelijkend toelatingsexamen voor dezelfde sessie. Deze beslissing wordt aan de kandidaten medegedeeld door de voorzitter van de examencommissie".

In paragraaf 3 leze men : "... van de voor het vergelijkend toelatingsexamen geslaagde kandidaten die batig gerangschikt zijn en derhalve als leerling van de school der militaire administrateurs worden aangewezen".

.../...

Artikel 15.

Paragraaf 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. Ten aanzien van de officier die op het einde ... (zoals in het ontwerp) ... of de andere takken van het recht, kan worden voorgesteld dat de hoedanigheid van leerling hem wordt ontnomen".

Artikel 16.

De tekst onder 1°, 2° en 3° van paragraaf 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"1° een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter, hoofdofficieren militaire administrateurs, aangewezen door de chef van de generale staf op voorstel van de commandant van de school;

2° de commandant van de school of zijn gemachtigde;

3° een lid en een plaatsvervangend lid, behorend tot elk krijgsmachtdeel of tot de medische dienst, voor zover zij leerlingen hebben in de betrokken sessie. Die officieren moeten houder zijn van het brevet van militair administrateur. Zij worden aangewezen door de stafchef van het betrokken krijgsmachtdeel of door de chef van de medische dienst".

.../...

Paragraaf 2 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. De voorzitter van de examencommissie kan professoren van de school uitnodigen om de examencommissie met raadgevende stem bij te staan".

Paragraaf 3 redigere men als volgt :

"§ 3. Wat de officieren van de rijkswacht betreft, mag de commandant van de rijkswacht of zijn gemachtigde de examens bijwonen als stemgerechtigd lid van de examencommissie".

Bovendien ware het logischer de paragrafen 2 en 3 in omgekeerde volgorde op te nemen.

Artikel 17.

De woorden "die door de leerlingen moet worden ingediend" moeten als overbodig vervallen.

Artikel 18.

Paragraaf 1 zou als volgt moeten worden gesteld :

"§ 1. De eindexamens bedoeld in artikel 21 van het koninklijk besluit van ... zijn mondeling".

In de tekst onder 2° van paragraaf 2 dient te worden gelezen :

.../...

"2° voor de andere takken van het recht : 40 percent;".

Paragraaf 3 redigere men als volgt :

"§ 3. Voor het geheel van de in de school gegeven cursussen is niet geslaagd, de leerling die niet ten minste zestig percent van de punten heeft behaald hetzij voor het geheel van de cursussen begrotingsrecht en overheidsopdrachten, hetzij voor het geheel van de andere takken van het recht".

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	: :	P. TAPIE,	président de chambre, kamervoorzitter, président, voorzitter,
		H. ROUSSEAU,	président de chambre, kamervoorzitter,
		Ch. HUBERLANT,	conseiller d'Etat, staatsraad,
		R. PIRSON,	assesseurs de la section de législation,
		L. MATRAY,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	: :	M. VAN GERREWEY,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.